



**Revue de Presse**  
**21-25 oct 2019**  
**Ouagadougou, Burkina Faso**





**CEDEAO**  
**VOUS AVEZ DIT**  
**COMMUNAUTÉ ?**

**SPÉCIAL**  
**24**  
**PAGES**

**MAROC**  
Affaire Raissouni : la  
bataille du Code (pénal)



**ARABIE SAOUDITE**  
MBS, seul  
au monde

HEBDOMADAIRE INTERNATIONAL N° 3065 DU 6 AU 12 OCTOBRE 2019

# jeune **afrique**

## SÉNÉGAL

Engagées depuis plusieurs mois,  
leurs négociations secrètes  
ont abouti à une réconciliation  
officielle et à la libération de  
Khalifa Sall, l'ex-maire de Dakar.  
**Macky Sall et Abdoulaye Wade**  
sauront-ils trouver un compromis  
sur le cas Karim Wade ?

# La paix des braves

France 3,80 € • Algérie 290 DA • Allemagne 4,80 € • Autriche 4,80 € • Belgique 3,80 € • Canada 6,50 \$ CAN  
Espagne 4,30 € • Éthiopie 67 Br • Grèce 4,80 € • Guinée 4,80 € • Guyane 5,80 € • Italie 4,30 €  
Luxembourg 4,80 € • Maroc 25 DH • Martinique 4,60 € • Mayotte 4,60 € • Norvège 48 NK  
Pays-Bas 5 € • Portugal cont. 4,30 € • RD Congo 5 \$ US • Réunion 4,60 € • Royaume-Uni 3,60 €  
Suisse 7 FS • Tunisie 4 DT • USA 6,90 \$ US • Zone CFA 2000 F CFA • ISSN 1950-1285







# TOUTE LA FINANCE INCLUSIVE SE DONNE RENDEZ-VOUS À OUAGADOUGOU !



**21 - 25 OCTOBRE 2019**  
**AU CENTRE INTERNATIONAL DE CONFÉRENCES OUAGA 2000**

**Inscriptions sur : [www.sam.africa](http://www.sam.africa)**  
**DERNIÈRES PLACES DISPONIBLES !**



# Focus Microfinance



RÉGULATION

GODONG/UNIVERSAL IMAGES GROUP VI

## Des emprunteurs peu protégés

Dans une agence d'Acep Burkina, une institution de microfinance, à Ouagadougou.

Les applications offrant des services en ligne grignotent du terrain sur les institutions traditionnelles, avec des pratiques parfois peu scrupuleuses. Mais des mesures sont prises pour les encadrer.

JOËL TÉ-LÉSSIA ASSOKO

Si elles n'ont jamais été épargnées par les critiques, les solutions financières destinées aux populations non bancarisées ont rarement fait face à des attaques aussi sévères que celles de ces derniers mois. À la fin de mai, **Patrick Njoroge**, le

gouverneur de la Banque centrale du Kenya, a dénoncé « les pratiques dignes de Shylock [l'usurier shakespearien] » auxquelles se livreraient les applications mobiles de crédit aux exorbitants taux d'intérêt et aux brusques méthodes de recouvrement qui ont



HALDEN KROG/BLOOMBERG VIA GETTY IMAGES

« poussé comme des champignons dans le pays et ne travaillent pas vraiment pour Wanjiku [le citoyen ordinaire] ». Parmi ces méthodes controversées : l'envoi de SMS à la liste de contacts d'un emprunteur, les informant des impayés de ce dernier... Durant le même mois, la →

→ Banque centrale du Ghana a retiré leur licence, pour cause d'insolvabilité et de manquement à la réglementation, à 347 entreprises de microfinance (soit 72 % des sociétés de ce type). L'indemnisation des épargnants affectés – souvent recrutés parmi les opérateurs du secteur informel – devrait coûter environ 145 millions d'euros au Trésor public. L'ampleur de cette purge et les sonnettes d'alarme tirées par les régulateurs interrogent sur la protection dont bénéficient réellement les populations – qu'il s'agisse de la sécurité des dépôts ou de garde-fous contre le surendettement – face à la multiplication des solutions de « finance inclusive » à travers le continent.

## Avec le mobile money, davantage d'inclusion financière

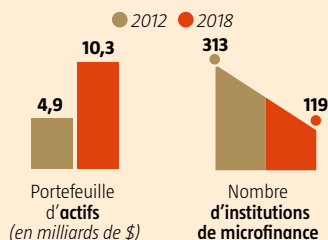
Selon nombre de spécialistes, l'utilisation du terme « microfinance » pour désigner un large éventail de solutions dont les mécanismes, la légalité et la régulation diffèrent drastiquement entretient une regrettable confusion. Stricto sensu, une structure de microfinance ou « système financier décentralisé » (SFD), pour reprendre le jargon de la BCEAO, « est une institution dont l'objet principal est d'offrir des services financiers à des personnes qui n'ont généralement pas accès aux opérations des banques ». Une stricte réglementation encadre lesdites institutions sous différents aspects: formes juridiques, opérations autorisées (épargne, prêts, crédits par signature...), séparation des fonctions de contrôle et de gestion, tutelle administrative et régime de sanctions.

Cette industrie a connu une formidable croissance en Afrique subsaharienne, avec un portefeuille de prêts passé de 4,9 milliards de dollars en 2012 à plus de 10 milliards de dollars en 2018, malgré une consolidation du secteur (voir graphique ci-contre).

« Il n'est pas juste de dire que les entreprises de microfinance ne tiennent pas compte du risque de surendettement des emprunteurs », insiste Cédric Montetcho, directeur des investissements en Afrique de

## UN SECTEUR QUI S'EST CONSOLIDÉ

(chiffres portant sur tout le continent)



## DES CLIENTS MOINS NOMBREUX

(chiffres portant sur tout le continent)



SOURCE: BAROMÈTRE DE LA MICROFINANCE

l'Ouest pour le néerlandais Oikocredit, qui finance une trentaine de structures dans la zone Uemoa. Le manager rappelle que les prêts accordés à un client dépendent de sa capacité de remboursement, laquelle est proportionnelle à ses revenus. En Côte d'Ivoire, cette « quotité cessible » va de 35 % pour des salaires allant jusqu'à 200 000 F CFA par mois (305 euros) à 57 % lorsqu'ils sont supérieurs à 2 millions de F CFA.

Par ailleurs, rappelle le responsable d'Oikocredit, la réglementation oblige les institutions de microfinance – comme l'ensemble des organismes financiers et les « grands facturiers » (eau, électricité, téléphone) – à « déclarer les antécédents de crédit ou de paiement d'un emprunteur aux bureaux d'information sur le crédit [BIC] ». Depuis 2016,

## POUR LIMITER LE RISQUE DE SURENDETTEMENT, L'UEMOA A INSTAURÉ LES BUREAUX D'INFORMATION DE CRÉDIT (BIC).

Creditinfo VoLo déploie ces derniers, mandatée par la BCEAO, à travers les huit pays de l'Uemoa. Un mécanisme censé limiter le dépassement par un emprunteur de sa quotité cessible et donc le risque de surendettement. À la fin de mars, plus de 93 000 entreprises et 5,7 millions de personnes étaient enregistrées dans les bases de données du BIC.

Mais ces efforts sont loin d'être suffisants. Les équipes de Tiémoko Koné, le gouverneur de la BCEAO, pointent notamment « la faiblesse du recueil des consentements par les établissements assujettis ainsi que l'insuffisance du nombre de prêts dans la base du BIC et des consultations des rapports de crédit par les établissements assujettis ». Elles notent également que la Côte d'Ivoire est le seul pays de la région où le pourcentage de la population adulte couverte par un BIC est supérieur à 5 % (9,6 %, selon le rapport « Doing Business » 2019 de la Banque mondiale). Ce manque de couverture et le faible recours à cette base de données ouvrent plusieurs failles permettant à un consommateur de multiplier les crédits auprès de divers organismes.

La situation semble meilleure en Afrique de l'Est notamment, où 30 % des Kényans et des Rwandais bénéficient de ce genre de services, ainsi que plus de 6 % des Tanzaniens et des Ougandais – le reflet d'un usage plus important du mobile money. Selon la Banque mondiale, huit Kényans âgés de 15 ans ou plus disposent d'un compte au sein d'une institution financière ou d'un service bancaire sur téléphone, contre six Ougandais et cinq Tanzaniens. Une proportion qui a doublé depuis 2011.

Mais cette progression de l'inclusion financière a engendré d'autres risques pour les emprunteurs. Selon « FinAccess Household Survey », une enquête sur l'accès aux services financiers et leur usage publiée en avril, la part d'utilisateurs d'institutions de microfinance au Kenya a chuté de moitié en dix ans, à 1,7 %. En revanche, celle des utilisateurs d'applications mobiles de prêt a connu





THOMAS HAVISHAM / PANOS-REA

## EN LUTTE CONTRE LES « MARGOUILATS »

Bien que proposant des taux d'emprunt ne pouvant pas dépasser un taux d'usure défini par la loi (24 % dans la zone Uemoa), les institutions de microfinance sont parfois délaissées au profit d'acteurs informels peu scrupuleux. Ces usuriers – communément appelés « margouillats » dans les rues d'Abidjan – sont capables de fournir très rapidement des sommes élevées aux emprunteurs. Ils le font souvent à des taux exorbitants sous un vernis de légalité. Nombre de leurs victimes signent en effet des reconnaissances de dettes et fournissent une « attestation de quotité cessible » indiquant la part de leur salaire pouvant être saisie – ce qui arrive souvent. Le nouveau Code pénal adopté en 2016 au Cameroun punit l'usurier d'une amende pouvant atteindre 1 million de F CFA (1 500 euros). Depuis 2013, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso ont dû, à deux reprises, voter des lois réprimant l'usure. Mais leurs effets se font encore attendre, car ces textes ne sont pas encore accompagnés d'une politique de répression plus offensive à l'encontre de ces prêteurs sans foi ni loi.

J.T.-L.A.


une croissance vertigineuse, passant de 0,6 % en 2016 à 8,3 % cette année, derrière les sociétés coopératives d'épargne et de crédit (11,3 %).

### Les applications échappent au contrôle de la Banque centrale

Or, comme l'illustre le plaidoyer du gouverneur Patrick Njoroge, ces applications échappent à la supervision directe de la Banque centrale. Selon un familier de cette industrie, leurs promoteurs disposent d'accords avec des institutions financières, qui sont – contre commissions et royalties – directement chargées de la création de crédits. Mais, très souvent, ces applications sont contrôlées depuis l'étranger. C'est le cas de celles qui connaissent le plus de succès au Kenya : Tala, filiales du californien InVenture Capital Corp, et Opesa,

propriété du norvégien Opera. Des situations similaires se reproduisent au Ghana et au Nigeria notamment. Ce qui ouvre la voie à des méthodes de marketing et de recouvrement de dettes parfois éloignées des pratiques locales, comme ont pu le constater les clients kényans d'Opesa.

Dans ce contexte de faille des régulateurs, la protection des consommateurs dépendra-t-elle des géants du numérique ? Depuis la fin d'août, Google veut bannir les applications proposant des prêts d'une maturité inférieure à deux mois ou dont le taux d'intérêt annuel dépasse 36 %, au-dessus desquels il est considéré comme un taux d'usure interdit aux États-Unis. Interrogé par *Jeune Afrique* sur l'applicabilité de cette décision aux services de microcrédit sur téléphone mobile enregistrés en

dehors des États-Unis, le groupe n'a pas immédiatement réagi. Le cas échéant, cette politique pourrait réprimer les pires excès de certaines de ces applications. Risque-t-elle également d'empêcher l'essor numérique des acteurs traditionnels de la microfinance, soumis, eux, à la réglementation ? La question se pose. Le taux d'usure américain est certes supérieur à la limite de 24 % en vigueur dans la zone Uemoa, mais il reste bien en dessous des taux appliqués au Ghana ou au Nigeria, où une telle barrière n'existe pas. Sous la pression de l'industrie financière et en dépit des protestations du gouverneur Njoroge, le gouvernement kényan planche sur la levée d'une limitation similaire, introduite en 2016. N'est-ce pas là, pourtant, la première protection contre l'endettement excessif ? 

## Quand la fintech s'inspire de la tontine

Plusieurs start-up proposent des microcrédits à une clientèle ayant habituellement recours à un appui communautaire. Un modèle qui séduit les investisseurs.



VINCENT FOURNIER/JA

Déjà présent au Nigeria, FairMoney veut s'installer au Ghana et en Égypte.

**QUENTIN VELLUET**

**I**n'a que 28 ans mais sait déjà parfaitement convaincre les investisseurs. Pour sa cinquième levée de fonds, finalisée le 16 septembre, le Germano-Nigérian Laurin Nabuko Hainy est notamment parvenu à séduire le fonds d'investissement Flourish Ventures du créateur d'eBay, Pierre Omidyar. Avec ce nouveau coup de pouce de 10 millions d'euros, le fondateur de FairMoney, une start-up basée à Paris qui propose des microcrédits en ligne aux Nigériens, veut conquérir de nouveaux pays comme le Ghana ou l'Égypte et attirer plus de clients.

En seulement deux années d'existence, FairMoney – dont la plus-value technologique réside dans une intelligence artificielle capable de calculer la solvabilité d'un individu à partir de multiples données en ligne – a donc levé au total 14 millions d'euros auprès d'incubateurs

et d'investisseurs privés. Pour accorder elle-même ses microcrédits, elle se refinance auprès de Lendable, une société britannique elle aussi spécialisée dans le microcrédit.

Le succès de FairMoney illustre un constat observé depuis maintenant deux ans par l'investisseur Partech : les jeunes pousses technologiques spécialisées dans la finance raflent la mise auprès des investisseurs. En 2018, elles ont capté un peu plus de 50 % du 1,16 milliard de dollars levés au cours de l'année.

Soutenues par les investisseurs, les fintechs profitent d'une conjoncture

**LA SÉNÉGALaise E-TONTINE EST L'UNE DES RARES JEUNES POUSSes FRANCOPHONES À RÉUSSIR SUR LE MARCHÉ.**

favorable sur un continent où 60 % de la population n'a pas accès aux services financiers traditionnels, mais où le taux de pénétration de la téléphonie a dépassé 40 % depuis deux ans – ce qui permet d'atteindre de nouveaux utilisateurs. Résultat, les services qui se distinguent, comme FairMoney et Kuda au Nigeria, sont ceux qui s'inspirent de la finance informelle et interviennent sur le même terrain que les institutions de microfinance.

### Le trio Kenya-Nigeria-Afrique du Sud tire son épingle du jeu

Pour choisir entre les différentes start-up qui se positionnent sur ce créneau, les investisseurs tels que GreenTech Capital analysent principalement le profil des fondateurs, la taille du marché visé et la cohérence de leur offre avec les usages des consommateurs. Comme bien souvent dans l'environnement entrepreneurial, c'est l'Afrique anglophone et le trio Kenya-Nigeria-Afrique du Sud qui tire son épingle du jeu grâce à ses vastes marchés domestiques. « Dans l'espace Uemoa, les banques sont soumises à des normes prudentielles strictes en matière de risque, elles ne financent donc pas de jeunes projets. De leur côté, les investisseurs privés ne soutiennent que des entreprises qui ont déjà produit quelques bilans », analyse Moussa Davou, directeur des opérations et systèmes d'information au sein de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM). Trop habitués aux arnaques en ligne, les utilisateurs, eux, seraient encore très méfiants vis-à-vis de ce genre de service.

La sénégalaise E-Tontine est l'une des rares jeunes pousses francophones à réussir sur le marché. Créée en 2015, elle digitalise, grâce au paiement mobile, la pratique des tontines, une forme de cotisation au sein d'un groupe dont le montant global est disponible à tour de rôle pour chacun de ses membres. En 2018, la start-up fondée par Fatou Kiné Diop a enregistré un chiffre d'affaires de 50 millions de francs CFA (environ 76 000 euros) et se déploie désormais au Mali et en Mauritanie. **JA**



# Avec ADA, le Luxembourg au cœur de la finance inclusive

**La finance peut se rendre utile à travers par exemple la microfinance ou l'impact investing. Depuis maintenant 25 ans, ADA tire pleinement de son implantation au Luxembourg pour partager l'expertise bancaire avec les acteurs de la finance inclusive.**

ADA est une ONG luxembourgeoise dont l'acronyme signifie « Appui au Développement Autonome ». Ces quelques mots résument bien la philosophie de l'organisation spécialisée dans la microfinance depuis maintenant 25 ans. Il s'agit en effet d'accompagner des institutions de microfinance, de renforcer leur expertise, de les contribuer à leur professionnalisation, afin qu'elle puisse se développer et assurer leur pérennité.



> Les formations se déroulent parfois au cœur des villages en pleine zone rurale.

## Une expertise luxembourgeoise

ADA fut ainsi parmi les premières à proposer des standards universels et des ratings en microfinance, des outils de gestion de performance financière et sociale, afin de mieux évaluer le rôle et l'impact de ces institutions de microfinance. Aujourd'hui, l'Afrique compte près de 10 000 institutions de microfinance, de taille très variable, dans des zones très variées, rurales ou urbaines. A toutes ces situations, ADA doit pouvoir apporter des solutions sous forme d'assistance technique, de formations, d'outils et aussi de financement.

plus à démontrer, autant de savoir qui bénéficie aux pays émergents. Après tout, ne surnomme-t-on pas les institutions de microfinance les banques des pauvres ?

## Un monde en évolution

ADA a grandi avec la microfinance. Depuis 25 ans, la microfinance a bien changé. On parle désormais de finance inclusive. De nouveaux produits sont apparus pour l'épargne, pour l'assurance... Autant d'expertise présente au Luxembourg qui servent aussi aux pays les moins avancés ! La direction de la Coopération au Développement

*ADA apporte des solutions d'assistance technique, de formations, d'outils ou de financement.*

## Financer les IMF

Le financement constitue en effet une partie importante des missions de ADA, depuis plus de 10 années, à travers le fonds LMDF (Luxembourg Microfinance and development Fund). ADA profite ainsi de son implantation au Luxembourg où près de 50 % des fonds de microfinance sont hébergés. L'ONG utilise aussi l'expertise de la Place financière du Grand-Duché. La réputation du Luxembourg dans le back office, dans la gestion des risques ou dans la compliance n'est

et de l'Action humanitaire du ministère des Affaires étrangères et européennes favorise ainsi ce transfert de connaissances et il n'est pas rare que des institutions de microfinance bénéficient ainsi de formations données par des consultants, travaillant habituellement pour les plus grands établissements financiers. Dans cette optique, ADA a lancé pour l'Afrique en général, pour les institutions de microfinance en particulier, la Digital Finance Initiative, un programme de formation coaching et de cofinancement sur le numérique.





ACCUEIL POLITIQUE SOCIÉTÉ SPORT PHOTO CULTURE ECONOMIE ANNONCES INTERNATIONALE

TRIBUNE LIBRE CONSEIL DES MINISTRES VIDEOS



Home > Economie > Économie : 715 participants attendus à la 4e édition de la semaine Africaine de la Microfinance

## Économie : 715 participants attendus à la 4e édition de la semaine Africaine de la Microfinance

14 Oct 2019 à 20:04 / Sareba Moussa / 0 Commentaire

■ Economie



00:00



Abdoul Fhatave  
e 2019 \*\*\*\* Jour

TOUS LES REPL.



Après la Tanzanie, le Sénégal et l’Ethiopie c’est au tour du Burkina Faso d’abriter la quatrième édition de la conférence internationale dédiée au développement du secteur de l’inclusion financière en Afrique dénommée semaine Africaine de la Microfinance (SAM) qui se tiendra à Ouagadougou du 21 au 25 octobre sous le thème : « En quête d’impact : la finance inclusive au service des objectifs de développement durable. »

Ce forum servira de tribune aux investisseurs pour mener la réflexion sur les types de produits et services financiers adaptés aux besoins des acteurs du monde rural. Lesquels représentent une faible portion des utilisateurs des services financiers.

La SAM regroupe des experts de renommée mondiale capables d’analyser de manière critique, les enjeux et les défis du secteur de la microfinance dans le monde rural.

« La SAM sera une opportunité pour les acteurs de l’inclusion financière notamment les banques, les systèmes financiers décentralisés, les sociétés d’assurances, et les opérateurs de téléphonie mobile de développer des synergies d’actions en vue d’améliorer l’accès et l’utilisation des produits et services financiers pour les acteurs du monde rural et les PME », a indiqué le secrétaire permanent pour la promotion de la micro finance Fidèle Yaméogo.

La SAM est une initiative de trois structures à savoir l’association africaine de crédit rural et agricole (AFRACA), le réseau Africain d’institutions de Microfinance (MAIN) et l’ONG Appui au développement Autonome (ADA) lesquelles structures accompagnent l’organisation de la quatrième édition de la SAM au niveau international. Le comité national d’organisation lui est dirigé par le ministère de L’Économie, des finances et du développement.

Cette année il est attendu 715 participants venants de 52 pays différents parmi lesquels 140 Burkinabè.



## La finance inclusive au service des ODD en Afrique

Posté Par: Aliste Flandrain (<http://lemagazinedumanager.com/author/aliste-flandrain>) 21 octobre 2019  
Dans: A LA UNE (<http://lemagazinedumanager.com/category/a-la-une>), Actualités (<http://lemagazinedumanager.com/category/s1-rubriques/c1-actualites>), Afrique (<http://lemagazinedumanager.com/category/s1-rubriques/c26-afrique>)



(<http://lemagazinedumanager.com/22254-la-finance-inclusive-au-service-des-odd-en-afrique.html/sam19>) La 4<sup>ème</sup> Semaine africaine de la microfinance (SAM) qui se tient une fois tous les deux ans, a démarré ce lundi 21 octobre à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso, sous le thème de «la finance inclusive au service des objectifs

durables de développement».

Au cours de cette semaine, seront réunis dans la capitale burkinabé plus de 700 participants de 52 pays du continent. Pendant 4 jours, des acteurs et partenaires en développement vont plancher sur la situation de l'inclusion financière et de la microfinance en Afrique.

Selon les organisateurs, l'essor de la finance inclusive sur le continent, sous l'impulsion des innovations prometteuses, peut concourir à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Sur le continent, la finance inclusive est passée de 24% à 43% entre 2011 et 2017, grâce essentiellement aux innovations numériques.

A Ouagadougou, plusieurs thématiques seront abordées, le financement de l'agriculture, l'alignement au niveau macro avec les ODD, la finance numérique et la FinTech, les transferts d'argent, le développement des PME, l'emploi des jeunes et les inégalités entre les sexes.

L'ambition de la SAM, indique-t-on de même source, est de devenir une plate-forme africaine commune de réflexions et d'échanges entre tous les praticiens de la microfinance, entre autres les investisseurs, IMF, chercheurs, banques, réseaux, innovateurs, gouvernements et ONG.

La SAM offre aux participants l'opportunité d'identifier, échanger et célébrer les innovations, leur impact et les contributions du secteur africain de la finance inclusive à la réalisation des ODD au cours des trois à cinq dernières années.

Il sera également question de repérer les lacunes et les défis auxquels le secteur est confronté aujourd'hui et trouver des solutions pour y remédier.

Renforcer l'engagement du secteur sur les outils de mesure d'impact et analyser sa rentabilité, favoriser de nouvelles relations et enrichir celles existantes avec des partenaires et alliés potentiels dans le secteur de la finance inclusive en Afrique et promouvoir des plans d'action et assurer leur suivi après la conférence, tels sont les objectifs escomptés par cette 4<sup>ème</sup> édition de la SAM.



## Semaine Africaine de la Micro-finance: A la recherche de stratégies d'inclusion du monde rural dans les finances



Publié le 22 octobre 2019 ([https://www.burkina24.com/2019/10/22/semaine-africaine-de-la-micro-](https://www.burkina24.com/2019/10/22/semaine-africaine-de-la-micro-finance-a-la-recherche-de-strategies-dinclusion-du-monde-rural-dans-les-finances/)

[finance-a-la-recherche-de-strategies-dinclusion-du-monde-rural-dans-les-finances/](https://www.burkina24.com/author/revelyn/)) par Revelyn  
(<https://www.burkina24.com/author/revelyn/>)

0

Le Burkina Faso abrite du 21 au 25 octobre 2019, la 4<sup>e</sup> édition de la Semaine Africaine de la Micro finance (SAM) après le Sénégal, l’Ethiopie et la Tanzanie. Cette initiative soutenue par le Grand-Duché de Luxembourg en partenariat avec l’ONG ADA, se penche tous les deux ans sur les préoccupations de la micro-





**finance en Afrique. A Ouagadougou, les participants sont à la recherche de bonnes pratiques en matière de services financiers destinés aux populations et partant de là, capables d'amorcer un développement durable.** (https://www.burkina24.com/)

**D'où le thème « En quête d'impact : la finance inclusive au service des Objectifs de Développement Durable ».**

La micro finance constitue un puissant vecteur d'inclusion financière dans les pays en développement. Selon Norbert Toé, vice-président de la BCEAO, « *plusieurs études de par le monde soulignent la contribution significative de la micro finance aux financements des activités génératrices de revenus et donc la croissance économique* ».

Alors qu'en Afrique, fait remarquer, Paulette Lenert, la ministre luxembourgeoise de la coopération et de l'action humanitaire, pas moins de 40% des petites entreprises des pays en voie de développement ont des besoins de financement pas encore satisfaits.

Et Pauline Zouré, la représentante du ministre de l'économie, des finances du Burkina, d'assurer qu'il existe une corrélation entre l'indice de développement humain d'un pays et son taux d'inclusion financière. « *Les pays ayant les indices de développement humain élevés sont ceux qui ont les taux de bancarisation avoisinant les 100%* », dit-elle.

La promotion de la finance inclusive, c'est-à-dire l'amélioration de l'accessibilité et aux services de finance à un plus grand nombre de la population, est devenue une priorité des autorités pour l'atteinte des objectifs du développement durable

Dès lors l'assainissement du secteur de la micro-finance apparaît comme la condition *sine qua non* pour assurer la fourniture de services financiers adaptés aux attentes et aux réalités des populations.

« *Il faut, dira toujours Norbert Toé, un secteur financier sain, résilient et inclusif qui donne l'opportunité aux clients de développer des activités génératrices de revenus, pour améliorer leur condition de vie tout en contribuant à la croissance économique des Etats* ».

Pour ce qui concerne l'espace UEMOA, le taux d'utilisation de service de micro finance dans l'union est établi à environ 22% pour un taux d'inclusion financière proche des 60%. La BCEAO, à l'en croire, a entamé la révision du cadre juridique régissant le secteur de la micro finance, l'ambition est de corriger les faiblesses identifiées en prenant en considération les préoccupations des acteurs.

Au Burkina Faso, la micro-finance, confie Pauline Zouré, se positionne de plus en plus au plan national comme une réponse aux sollicitations de pauvres en tant que système alternatif d'accès aux services financiers. Mais des faiblesses existent toujours. Environ 39% de la population adulte n'a pas toujours accès au service financier et seulement 40% ont accès au service financier formel.

La promotion de la bancarisation, a-t-elle rappelé, est une préoccupation du gouvernement qui vient d'adopter une stratégie nationale de la finance inclusive pour la période 2019-2023.

800 participants venus d'Afrique et de l'Europe sont à cette rencontre et échangeront sur les meilleures approches pour assurer un impact socio-économique positif à travers l'inclusion financière, notamment le financement de l'agriculture, l'assurance, la finance numérique et finTech, l'emploi des jeunes, les financements des micro et petites entreprises, le traitement des inégalités entre hommes et femmes.

L'objectif pour le président du comité d'organisation, Wango Fidèle Yaméogo, c'est d'amener tous ceux exclus du système des finances à l'intégrer.



(<https://www.burkina24.com/>)

Paulette Lenert, ministre de la coopération et de l'action humanitaire du Luxembourg

Néanmoins, la ministre luxembourgeoise attire l'attention sur le fait que l'inclusion financière ne représente pas une fin en soi. « C'est un moyen en vue d'atteindre un but, un objectif, un résultat et enfin un impact celui de permettre à nos populations de mieux vivre », explique-t-elle.

La preuve, fait-elle remarquer, malgré les croissances enregistrées par l'Afrique ces dernières années, ces progrès socio-économiques ont du mal à suivre le rythme de la croissance démographique et

les indicateurs du développement humains restent trop bas et subissent des poches de fragilité. 33% des Africains vivent toujours en extrême pauvreté. La finance inclusive est certes pour elle, largement reconnue comme un facilitateur du progrès, bien sûr, en combinaison avec d'autres interventions publiques et privées.

Plusieurs autres activités sont au programme de la rencontre. Ce sont entre autres, la foire des investisseurs, des rencontres B to B, le village des innovateurs, le grand soir sur la finance digitale.

C'est une occasion pour les investisseurs et innovateurs de mener la réflexion sur les types de produits et services financiers adaptés aux besoins du monde rural.

Les banques, les systèmes financiers décentralisés, les sociétés d'assurances et les compagnies de téléphonie trouvent ici des mécanismes pour développer des synergies d'actions en vue d'améliorer l'accès et l'utilisation des produits et services financiers par les populations.



## Une délégation du FNFI est à la Semaine Africaine de la Microfinance de Ouagadougou

GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE



mardi, 22 octobre 2019 08:49



(Togo First) – Une délégation du FNFI et du Secrétariat d'Etat chargé de l'Inclusion Financière et du Secteur Informel est à Ouagadougou où elle participe ces 22 et 23 octobre à la conférence sur la 4<sup>ème</sup> édition de la semaine africaine de la microfinance.

Globalement, la semaine africaine de la microfinance permettra de plancher sur le développement de l'inclusion financière en Afrique. Les échanges porteront sur les impacts de la finance inclusive sur les objectifs de développement durable (ODD).

Rendez-vous de partage, la semaine africaine de la microfinance se tient une fois en deux ans et permettra au Togo de « *mettre en exergue son expérience* », indique le Secrétariat d'Etat à l'Inclusion Financière et au Secteur Informel. Le Togo s'inspirera également de l'expertise des autres Etats dans le domaine pour soutenir les innovations en cours.

De 2014 à 2018, le FNFI a distribué 1 568 877 crédits pour financer à hauteur de 1,7 milliard FCFA, des activités génératrices de revenus.

Notons qu'en dehors de la conférence, d'autres activités, notamment la foire aux investisseurs, le village des innovateurs, sont annoncées les 24 et 25 octobre 2019.

**Séna Akoda**

**Lire aussi:**

[Le Togo présentera son modèle de réussite à la Semaine Africaine de la Microfinance \(/fr/gouvernance-economique/1610-4154-le-togo-presentera-son-modele-de-reussite-a-la-semaine-africaine-de-la-microfinance\)](#)

[Microfinance: Hausse de 14,2% des dépôts collectés au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019 \(/fr/finance/1710-4163-microfinance-hausse-de-14-1-des-depots-collectes-au-2eme-trimestre-2019\)](#)



**Laser du Lundi   Contribution   Télévision   Radio   People &**

[Accueil](#) > [Texte](#)

Zahra iyane Thiam à la Semaine Africaine de la Microfinance (sam) à Ouagadougou : « la SAM doit avoir l'ambition de devenir une plateforme africaine commune de réflexions et d'échanges entre tous les praticiens de la microfinance »



*Dakar Actu - 22 octobre 2019 (quotidien en ligne - sénégalais)*



19/11/2019 Zahra iyane Thiam à la Semaine Africaine de la Microfinance (sam) à Ouagadougou : « la

La capitale de Burkina Faso, Ouagadougou, abrite du 22 au 25 octobre 2019 la Semaine Africaine de la Microfinance. Cette rencontre africaine relative à la microfinance, est dédiée au développement de l'inclusion financière en Afrique qui a lieu tous les deux ans. Cette année elle a pour thème : « En quête d'impact : la finance inclusive au service des Objectifs de Développement Durable ».

La cérémonie officielle de cette 4<sup>ème</sup> édition de la Semaine Africaine de la Microfinance, a lieu ce mardi 22 octobre 2019 à Ouagadougou, sous la présidence du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, en présence de 800 participants venant de 54 pays et de la présence de Mme le Ministre de la Coopération et de l'Action Humanitaire du Grand-Duché de Luxembourg, du Vice-gouverneur de la BCEAO, du secrétaire exécutif de l'UNCDF et de plusieurs officiels et personnalités.

Cette conférence d'une envergure capitale, enregistre également la présence de Madame le Ministre de la Microfinance et de l'Economie Zahra Iyane THIAM.

La présence de la Ministre de la Microfinance à la cérémonie d'ouverture n'est pas fortuite, puisque dans les attributions de son département ministériel, le secteur de la Microfinance occupe une place prépondérante.

Dans son allocution, Madame le Ministre Zahra Iyane Thiam DIOP a tenu à adresser ses chaleureux remerciements à Madame le Ministre de la Coopération et de l'Action Humanitaire du Grand-Duché de Luxembourg, Madame Paulette LENERT, qui a bien voulu l'inviter à prendre part à la semaine africaine de la Microfinance.

Elle dira en ce sens: « La Semaine Africaine de la Microfinance, s'est imposé, au fil des années, comme un haut lieu d'échanges, un cadre de réflexions stratégiques, qui regroupent les plus grandes sommités de la Finance.

Si la SAM est parvenue à se maintenir et conserver cette place de choix dans l'agenda international, elle le doit, à la persévérance de ses initiateurs, à leur professionnalisme et surtout la fertilité de leurs esprits et de leurs convictions, tournés et centrés sur l'innovation au sens entier de cette expression ».

Revenant sur le contexte du Sénégal, Madame DIOP renchérit : « L'inclusion financière a pour corollaire l'inclusion sociale des populations défavorisées.

C'est la raison pour laquelle, à la faveur du remaniement ministériel intervenu le 07 avril 2019, le Président de la République du Sénégal, son Excellence, Monsieur Maky SALL, a créé un département ministériel dédié à la Microfinance et à l'Economie sociale et solidaire.

Et au Sénégal, le référentiel unique de la politique économique et Sociale, le Plan Sénégal émergent (PSE), intègre des orientations pertinentes en matière d'inclusion financière et engage l'ensemble des parties prenantes à catalyser le renforcement d'une offre de services financiers adaptés aux besoins des populations et des PME.

A cet effet, l'amélioration de l'accessibilité et de la qualité des produits et services financiers est devenue une priorité pour les hautes autorités.

Dans ce sillage, plusieurs réformes ont été engagées ces dernières années, en vue d'améliorer l'arsenal juridique et les moyens opérationnels du secteur financier ».

Pour rappel, la Semaine Africaine de la Microfinance se déroulera du 22 au 25 octobre 2019 à Ouagadougou. A travers une série de séances plénières et d'ateliers, la SAM abordera, entre autres, les thèmes ci-après :

- Financement de l'agriculture Alignement au niveau macro avec les ODD
- Finance numérique et FinTech Transferts d'argent
- Développement des Petites et Moyennes
- Entreprises Emploi des jeunes Inégalités entre les sexes

Source Ministère de la Microfinance, et de l'Economie sociale et solidaire



Home > Economie > Burkina : plus de 800 personnes prennent part à la 4e édition de la Semaine Africaine de la Microfinance

# Burkina : plus de 800 personnes prennent part à la 4e édition de la Semaine Africaine de la Microfinance

22 Oct 2019 à 17:50 / Sareba Moussa / 0 Commentaire

**Economie**



Plus de 800 personnes venues de plus d'une cinquantaine de pays prennent part à la 4e édition de la semaine Africaine de la Microfinance qui se tient à Ouagadougou du 21 au 25 octobre 2019. La cérémonie d'ouverture s'est tenue mardi 22 octobre 2019 sous la présidence du Premier ministre Christophe Dabiré.



00:00



Abdoul Fha  
du 20 nove

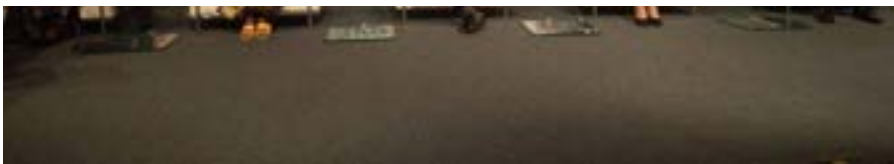
**TOUS LES RI**

1. Journal de 06h15 du 20 no
2. ça nous concerne du 19 nc
3. Journal de 06h15 du 19 no

20/11/2019

Burkina : plus de 800 personnes prennent part à la 4e édition de la Semaine Africaine de la Microfinance – RADIO OMEGA

ACCUEIL POLITIQUE SOCIÉTÉ SPORT PHOTO CULTURE ECONOMIE ANNONCES INTERNATIONALE  
TRIBUNE LIBRE CONSEIL DES MINISTRES VIDEOS



Plus de 800 personnes venues de plus d'une cinquantaine de pays prennent part à la 4e édition de la semaine Africaine de la Microfinance qui se tient à Ouagadougou du 21 au 25 octobre 2019. La cérémonie d'ouverture s'est tenue mardi 22 octobre 2019 sous la présidence du Premier ministre Christophe Dabiré.

Après la Tanzanie, le Sénégal et l'Éthiopie, c'est au tour du Burkina d'accueillir la Semaine Africaine de la Microfinance. La semaine africaine de la Microfinance est une conférence internationale dédiée au développement du secteur de l'inclusion financière en Afrique.

**Denis Zoungrana**



211 412 Fans ➔





(<https://www.lefaso.net/spip.php>)

Proverbe du Jour : «Si on veut connaître un peuple, il faut écouter sa musique » Platon

---

<a href="#">ECONOMIE</a>	<a href="#">COOPÉRATION</a>	<a href="#">CULTURE</a>	<a href="#">PORTRAITS</a>	<a href="#">MULTIMÉDIA</a>	<a href="#">SPORT</a>
<a href="#">SPID.PHP?</a>	<a href="#">//SPID.PHP?</a>	<a href="#">//SPID.PHP?</a>	<a href="#">//SPID.PHP?</a>	<a href="#">//SPID.PHP?</a>	<a href="#">//SPID.PHP?</a>

---

Suivez-nous

## Edition 2019 de la semaine africaine de la microfinance : une participation record à Ouagadougou

Accueil (<http://www.lefaso.net/>) > Actualités (<spip.php?rubrique1>) > Economie (<spip.php?rubrique3>) •

LEFASO.NET | Par LEFASO.NET • [mercredi 23 octobre 2019 à 00h02min \(2019-10-23T00:02:00Z\)](#)

J'aime 0





**Le Chef du gouvernement burkinabè, Christophe Dabiré a présidé, mardi 22 octobre 2019, la cérémonie d'ouverture officielle de la quatrième édition de la semaine africaine de la microfinance (SAM), qui se tient à Ouagadougou du 21 au 25 octobre 2019. L'événement est une initiative du Grand-Duché du Luxembourg, qui aborde chaque deux ans, les problématiques de la finance inclusive en Afrique. La ministre déléguée, chargée de l'aménagement du territoire, Pauline Zouré, a prononcé le discours d'ouverture officielle de cette SAM, qui connaît la participation de plus de 800 personnes.**

Débuté le lundi 21 octobre, à Ouagadougou, la quatrième édition de la Semaine africaine de la microfinance (SAM), se tient du 21 au 25 octobre 2019, sous le thème : « En quête d'impact : la finance inclusive au service des objectifs de développement durable (ODD) ».

Son ouverture officielle s'est faite le mardi 22 octobre 2019, par la ministre déléguée chargée de l'aménagement du territoire, Pauline Zouré, représentant le ministre de l'économie. Du côté du

2.3m  
Shares Luxembourg, initiateur de la SAM, et principal partenaire du Burkina

à l'organisation de la quatrième édition, c'est la ministre chargée de la coopération et de l'action humanitaire, Paulette Lenert, qui s'est faite le porte-voix de son gouvernement. L'événement organisé au Burkina Faso illustre parfaitement le lien étroit entre les deux pays, déclare la Ministre luxembourgeoise.



C'est un événement qui, ajoute-t-elle, réunit les acteurs de la microfinance et des experts de renommée mondiale, capable d'analyser de manière critique, les enjeux émergents du secteur de la microfinance en Afrique. Et pour elle, le nombre de participants à la présente édition, témoigne du succès de l'initiative à travers les éditions passées.



## Semaine africaine de la microfinance (SAM) 2019: Les travaux officiellem...



Selon la ministre Pauline Zouré, Ouagadougou aurait battu le record en termes de participations et de sponsors de l'événement, depuis la première édition. En effet, cette quatrième édition de la SAM connaît la participation de plus de 800 personnes venues de 54 pays, à travers le monde. Il est également relevé, selon elle, la participation de toutes les associations professionnelles des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) des pays de la zone UEMOA, de 25 exposants, des innovateurs, etc.







**Pauline Zouré, ministre déléguée  
chargée de l'aménagement du  
territoire**

La ministre sénégalaise de la microfinance et de l'économie sociale et solidaire, Zahra Iyane Thiam Diop, qui participait à l'édition au côté des officiels, a déclaré que la SAM, regroupe les plus grandes sommités de la finance pour des échanges sur les problématiques de l'inclusion financière. Si elle est parvenue à se maintenir et conserver cette place de choix dans l'agenda international, elle le doit à ses initiateurs et à leur professionnalisme, s'explique-t-elle.

Pour la ministre burkinabè Zouré, c'est un grand événement, qui présente un trésor d'opportunités pour eux en tant que gouvernement, de pouvoir booster le taux de bancarisation au Burkina Faso. Mais également pour le système bancaire et le système financier décentralisé, les groupements de femmes, les associations de producteurs, d'incubateurs, les innovateurs et d'autres investisseurs, de pouvoir nouer des partenariats et avoir des rencontres d'échanges de bonnes pratiques. Il y aura des stands d'expositions, selon elle, où il sera présenté des bonnes pratiques, des ateliers de réflexions et des panels où les participants vont échanger sur la problématique de la microfinance en Afrique et voir comment travailler ensemble pour faire bouger les indicateurs au ce niveau.





Revenant, sur la microfinance, Zahra Diop du Sénégal, trouve qu'elle demeure un tremplin pour le développement des activités socioéconomiques des populations et partant, un outil efficace de réduction de la pauvreté et de garantie de stabilité socioéconomique.

### **Les chiffres en matière d'inclusion financière**

« Malgré les acquis engrangés ces dernières années en termes d'accès et d'utilisation des services financiers, des défis subsistent dans notre pays et dans la plupart des pays africains ou l'on enregistre encore et toujours les taux de bancarisation les plus faibles du monde » déclare la ministre Pauline Zouré. Au Burkina Faso, selon elle, environ 39% de la population adulte n'a pas toujours accès aux services financiers et seulement 40% a accès aux services financiers formels.

Le vice-gouverneur de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Norbert Toé, ajoute que le taux d'utilisation des services financiers dans l'Union économique et monétaire ouest-africain (UEMOA) en fin 2018, s'est établi à 22% pour un taux d'inclusion financière proche de 60%.

Pour la ministre luxembourgeoise, Paulette Lenert, plus de 1,7 milliards de personnes, surtout des femmes, n'ont pas encore accès à des produits financiers de base et environ de 40% des micros, petites et moyennes entreprises des pays en voie de développement, ont des besoins de financements qui ne sont pas encore satisfaits. C'est pourquoi, Zahre Diop, révèle, l'existence de problématiques en perspectives, dont certaines sont déjà connues et vécues.



**Paulette Lenert, Ministre  
Luxembourgeoise et Zahra Thiam  
Diop, ministre du Senegal, à sa  
droite**

Cependant, reconnaît Paulette Lenert : « il s'agit de rester conscient que l'inclusion financière ne représente pas une fin en soi. C'est un moyen en vue d'atteindre un but, un objectif, un résultat, un impact. Celui de permettre à nos populations de mieux vivre ».

### **L'exemple Luxembourgeois**

Le Luxembourg en est probablement un bel exemple, selon la ministre Paulette Lenert, qui explique qu'il était un pays en voie de développement. Il n'y a pas plus que 200 ans, dit-elle, lorsque la population du Luxembourg vivait d'agriculture. Elle cherchait à se réfugier dans d'autres pays, notamment aux Etats-Unis. Il y a 100 ans en arrière, ajoute Lenert, les luxembourgeois travaillaient durement dans l'industrie ferroviaire.

« C'est le secteur financier qui a finalement permis à notre pays d'avancer pour devenir un pays moderne, à la pointe de la technologie dans de nombreux domaines, où l'inclusion financière est aujourd'hui proche des 100%, mais où il reste tout de même un rôle à jouer pour la microfinance » s'en est-elle réjoui. Grâce à une approche proactive, le Luxembourg est devenu un centre d'excellence, une clé pour la finance inclusive.





**Fidèle Yaméogo, Président du  
Comité d'organisation**

Les taux de bancarisation au niveau des Etats africains sont très faibles avec moins de 30% au Burkina Faso, d'où la nécessité de travailler à la promotion de l'ensemble des stratégies de développement de la finance inclusive qui tend maintenant à aller vers le digital, qui est un service financier qui peut permettre d'atteindre le maximum de personnes, conclut Pauline Zouré.

Parmi les éminentes personnalités à cette quatrième édition, la ministre des affaires sociales et de la microfinance du Benin, le Secrétaire d'Etat auprès de la présidence, chargée du secteur informel et de l'inclusion financière du Togo et le Secrétaire exécutif du fonds d'équipement des Nations Unies.

**Etienne Lankoandé**  
**Lefaso.net**

## SEMAINE AFRICAINE DE MICROFINANCE

### L'inclusion financière au Burkina au centre des préoccupations

Ouagadougou abrite, du 21 au 25 octobre 2019, la quatrième édition de la Semaine africaine de la microfinance (SAM). En effet, cette conférence internationale dédiée au développement du secteur de l'inclusion financière en Afrique regroupe en ce moment sur la terre du pays des Hommes Intègres plus de 54 pays dont plus de 600 participants venus des quatre coins du monde. Au menu de cette quatrième édition, des conférences, des panels, des expositions, etc. L'ouverture officielle dudit événement a eu lieu le 22 octobre dans la salle de conférences de Ouaga 2000 en présence du Premier ministre, Joseph Marie Dabiré, de la ministre de la Coopération au développement et à l'action humanitaire de Luxembourg, Paulette Lenert, de la ministre déléguée auprès du ministre de l'Économie, des finances et du développement, chargée de l'aménagement du territoire, Pauline Zouré, de la ministre de la microfinance et de l'économie sociale et solidaire du Sénégal ainsi que du vice-gouverneur de la BCEAO, Norbert Toé.

**F**aut-il le rappeler, la SAM est une conférence internationale dédiée au développement du secteur de l'inclusion financière en Afrique. Elle est née de l'initiative de trois structures à savoir l'Association africaine de crédit rural et agricole (AFRACA), le Réseau africain d'institutions de microfinance (MAIN), l'organisation non gouvernementale Appui au développement autonome (ADA).

Cette initiative est soutenue par le Grand-Duché de Luxembourg et se penche tous les deux ans sur les préoccupations relatives au secteur de la microfinance en Afrique. Elle regroupe des experts de renommée mondiale capables d'analyser en profondeur et de manière critique, les enjeux émergents du secteur de la microfinance en Afrique. Elle constitue une occasion pour les participants de rencontrer des décideurs du secteur, de trouver des partenaires et de partager les bonnes pratiques et les expériences innovantes en vue d'une meilleure inclusion financière sur le continent. « En quête d'impact : la finance inclusive au service des Objectifs de développement durable », tel est le thème retenu pour cette quatrième édition qui se tient à Ouagadougou du 21 au 25 octobre 2019.



La ministre de la Coopération au développement et à l'action humanitaire a confié que cette édition au Burkina est une promesse



Selon la ministre déléguée auprès du ministre de l'Économie, des finances et du développement, chargée de l'aménagement du territoire, la SAM sera une opportunité pour les acteurs de l'inclusion financière

sera l'occasion pour les investisseurs et les innovateurs, de mener la réflexion sur les types de produits et services financiers adaptés aux besoins des acteurs du monde rural. Elle sera aussi, d'après les organisateurs, l'occasion pour les acteurs d'identifier des stratégies en vue d'accélérer la croissance économique pour une réduction de la pauvreté au Burkina Faso. « La SAM sera une opportunité pour les acteurs de l'inclusion financière notamment les banques, les systèmes financiers décentralisés, les sociétés d'assurances et les opérateurs

avions moins de 30%. Donc, il faut que nous travaillions à pouvoir promouvoir l'ensemble de nos stratégies de développement de la finance inclusive qui tend à aller vers le digital et qui sera aussi un service financier qui pourra permettre d'atteindre le maximum de populations », a-t-elle dit.

Pour Paulette Lenert, ministre de la Coopération au développement et à l'action humanitaire de Luxembourg, ce secteur est un secteur porteur d'avenir pour le continent africain. « L'accès aux finances, c'est la clé pour booster le développement socio-économique d'un pays et de permettre aux jeunes, aux entreprises de se développer. Ce grand rassemblement donnera un grand essor à l'écosystème de la microfinance et de la finance inclusive en Afrique ». Elle a relevé les défis auxquels fait face ce secteur-clé à savoir l'inclusion financière des femmes et des jeunes, qui souffrent, pourra offrir aux pays africains un développement.

A cet effet, elle a laissé entendre que 1,7 milliard de personnes, surtout des femmes, n'ont pas encore accès à des produits financiers de base. « 40% des micro, petites et moyennes entreprises des pays en voie de développement, qui sont un moteur essentiel au développement économique, créent des emplois et sont des vecteurs de l'innovation, ont



Les membres du présidium à la cérémonie de lancement

En effet, le choix du Burkina Faso pour abriter cette quatrième édition n'est pas le fruit du hasard. Les organisations de la SAM ont expliqué que ce choix est dû à l'économie du pays qui repose sur l'agriculture avec 80% de la population active, et le fait que cette économie connaisse un faible niveau de développement de la finance rurale. C'est ainsi que cette semaine

de téléphonie mobile, de développer des synergies d'actions en vue d'améliorer l'accès et l'utilisation des produits et services financiers par les populations notamment les femmes, les jeunes, les acteurs du monde rural et les PME », a fait savoir Pauline Zouré, ministre déléguée auprès du ministre de l'Économie, des finances et du développement, chargée de l'aménagement du

des besoins de financement qui ne sont pas encore satisfaits», a-t-elle fait savoir. Par ailleurs, la ministre de la Coopération au développement et à l'action humanitaire a confié que cette édition au Burkina est une promesse, car les précédentes éditions n'ont pas drainé autant de monde que celle-ci.

Frédéric TIANHOUN  
(Collaborateur)



4e Semaine africaine de la microfinance

## Rendre l'argent accessible au monde rural

Faire de la microfinance un pilier incontournable de l'aboutissement des objectifs de développement durable est ce à quoi espèrent les acteurs présents à la 4e Semaine africaine de la microfinance (SAM). Officiellement lancée le mardi 27 octobre 2019 à Ouagadougou, la SAM 2019 est placée sous le thème « en quête d'impact : la finance inclusive au service des Objectifs de développement durable ».



Les autorités politiques de divers pays présentes au lancement de la Semaine africaine de la microfinance

Après Addis-Abeba en 2017, c'est Ouagadougou qui a abrité la 4<sup>e</sup> édition de la Semaine africaine de la microfinance (SAM) sous la présidence du Premier ministre, Christophe Joseph Marie Dabiré. Cette édition avec pour thème « En quête d'impact : la finance inclusive au service des Objectifs de développement durable », se veut une occasion aux yeux des investisseurs et innovateurs de réfléchir sur le type de produits et services financiers adaptés aux besoins des acteurs du monde rural. Elle intéresse également des acteurs tels que les banques, les systèmes financiers décentralisés, les sociétés

d'assurance et les opérateurs de téléphonie mobile. Il sera dégagé durant les quatre jours de travaux des opportunités de développer des synergies d'actions en vue d'améliorer l'accès et l'utilisation des produits et services financiers par les femmes, les jeunes, les acteurs du monde rural et les petites et moyennes entreprises. Pour Pauline Zouré, ministre déléguée chargée de l'Aménagement du territoire, représentant le ministre de l'Economie, des Finances et du Développement au lancement de la présente édition, l'importance de la SAM n'est plus à démontrer ; comme le témoignent les 800 parti-



Uniquement des autorités féminines face à la presse

cipants. Abondant dans le même sens que son homologue burkinabè, Zahra Iyana Thiam Diop, ministre de la Microfinance, de l'Economie sociale et solidaire du Sénégal soutient que « la SAM s'est imposée au fil des années comme un haut lieu d'échanges, un cadre de réflexion stratégique qui regroupe les plus grandes sommités de la finance pour discuter de l'accès au financement ». Et à son avis, l'accès au financement, au-delà d'être un corollaire pour toucher d'autres composantes telles que l'éducation ou la santé, est un moyen pour nos économies de coopter le micro-

entrepreneur dans la création de richesse et de garantir par ailleurs une certaine stabilité socio-économique. Ainsi, convaincue de son bien fondé, elle invite les acteurs concernés à faire du secteur de la microfinance une industrie économiquement viable à même d'offrir à la majorité des populations des services financiers complets à des prix justes et accessibles, cela à travers une forte alliance entre eux.

Rappelons que la SAM est une conférence internationale dédiée au développement du secteur de l'inclusion financière en Afrique. Initiative de l'Association africaine de crédit rural et agricole (AFRACA), du Réseau africain d'institution de la microfinance (MAIN) et de l'Organisation non gouvernementale « Appui au développement autonome », (ADA), elle est soutenue par le Grand-Duché de Luxembourg.

Témoignant l'envergure de l'activité, la ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire luxembourgeoise, Paulette Lenert était présente. Et pour elle, l'accès au financement est la clé pour booster le développement socio-économique d'un pays et de permettre aux jeunes d'émerger.

Roukiétou Soma  
(Stagiaire)



Les participants sont venus nombreux des quatre coins du monde



Semaine africaine de la microfinance

# Réduire la pauvreté par l'inclusion financière

La 4<sup>e</sup> édition de la Semaine africaine de la microfinance (SAM) a débuté à Ouagadougou, le lundi 21 octobre 2019, sous le thème : «*En quête d'impact : la finance inclusive au service des Objectifs de développement durable*». La cérémonie officielle d'ouverture de l'événement a été présidée par le Premier ministre, Christophe Joseph Marie Dabiré, le mardi 22 octobre.



Selon le président du comité national d'organisation de la SAM, Wango Fidèle Yaméogo, il y a plusieurs activités au programme.



La ministre déléguée, chargée de l'Aménagement du territoire, Pauline Zouré : «La microfinance se positionne de plus en plus, sur le plan national, comme une réponse aux sollicitations des pauvres».



Pour la ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire du Luxembourg, Paulette Lenert, l'inclusion financière est un moyen pour permettre aux populations de mieux vivre.

Les acteurs du secteur de la microfinance entendent promouvoir la finance inclusive afin de réduire la pauvreté en Afrique. A cet effet, et dans l'optique d'analyser en profondeur les enjeux émergents du domaine, ils se sont retrouvés à Ouagadougou, à l'occasion de la 4<sup>e</sup> édition de la Semaine africaine de la microfinance (SAM), prévue pour se tenir du 21 au 25 octobre 2019. Placée sous la présidence du Premier ministre, Christophe Joseph Marie Dabiré, la cérémonie officielle de cette rencontre internationale, dont le thème est : «*En quête d'impact : la finance inclusive au service des Objectifs de développement durable*», a eu lieu le mardi 22 octobre. Selon les organisateurs, plusieurs raisons expliquent la tenue de l'événement au Burkina Faso.

Il s'agit, entre autres, de permettre aux différents acteurs tels les investisseurs, les innovateurs et les professionnels de mener des réflexions sur les types de produits et services financiers adaptés aux besoins des acteurs du monde rural, de développer des synergies d'actions en vue d'améliorer l'accès et l'utilisation des produits et services

financiers par les populations. Le président du Comité national d'organisation (CNO) de la SAM, Wango Fidèle Yaméogo, a indiqué que l'édition 2019 a mobilisé plus de 800 participants venus de 54 pays d'Afrique et du monde entier. Durant les cinq jours, les travaux se dérouleront à travers des formations et des ateliers, animés par des experts et porteront sur plusieurs thématiques dont le financement de l'agriculture et le développement du secteur agroalimentaire, la finance numérique, le transfert d'argent, les inégalités entre les sexes et l'emploi des jeunes. «Ce grand événement intervient au moment où tous les acteurs et décideurs politiques s'accordent sur le fait que la microfinance demeure un tremplin pour le développement des activités socioéconomiques de nos populations. Elle constitue un outil stratégique et efficace de réduction de la pauvreté», a laissé entendre la ministre burkinabè chargée de l'Aménagement du territoire

auprès du ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, Pauline Zouré. Pour elle, la SAM 2019 va permettre aux acteurs de la microfinance d'avoir des rencontres de travail, de nouer des partenariats, de booster le taux de bancarisation du Burkina en particulier, mais aussi répondre aux défis de développement auxquels sont confrontés les Etats qui sont engagés pour l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD). «Je demeure

convaincue que de vos échanges jailliront des recommandations et des propositions très pertinentes à même de dynamiser davantage le secteur de la microfinance et renforcer sa contribution à l'inclusion financière et à l'atteinte des ODD», a-t-elle argué. Pour sa part, la ministre luxembourgeoise de la Coopération et de l'Action humanitaire, Paulette Lenert, a fait savoir que la finance inclusive, même si elle ne peut résoudre tous les problèmes du continent, représente un facilitateur important du progrès.

Elle a, par ailleurs, mentionné que les tendances du secteur comme la digitalisation, la finance agricole, l'inclusion financière des femmes, ont la capacité de faire avancer l'Afrique vers l'atteinte des ODD, si les besoins et la performance sont mis au centre des attentions. «J'espère que ce rassemblement donnera un grand assaut au secteur de la microfinance, de la finance inclusive en Afrique car il est porteur d'avenir. Il pourra aussi permettre de booster le développement socioéconomique des jeunes et des entreprises», a-t-elle indiqué.

Les participants devront réfléchir pour trouver des solutions pour une meilleure inclusion financière en Afrique.



Les participants devront réfléchir pour trouver des solutions pour une meilleure inclusion financière en Afrique.

Bourcima GANSONRE  
(Stagiaire)



## DOSSIER

Semaine africaine de la microfinance :

# Miser sur «la digitalisation et la finance agricole»

• Augmenter l'inclusion financière des femmes pour un meilleur développement

• Travailler à relever les indicateurs à travers des réformes

«ENVIRON 1,7 milliard de personnes, en particulier des femmes, n'ont pas accès à des produits financiers de base. 40% des micro-petites et moyennes entreprises (MPME) des pays en voie de développement qui sont un moteur essentiel au développement économique, et qui créent des emplois ont des besoins de financements qui ne sont pas encore

### La digitalisation des finances comme solution

LA digitalisation est le procédé qui vise à transformer un objet, un outil, un processus ou un métier en un code informatique afin de le remplacer et le rendre plus performant. Son application à la finance aura beaucoup d'avantages. La transformation digitale va entraîner un bouleversement de l'organisation des services financiers en réalisant des économies de coûts et de temps au niveau des tâches de production et de consolidation des données. Cette réorganisation impacte directement le rôle des comptables, des financiers et des contrôleurs de gestion vers des tâches plus stratégiques et analytiques à plus forte valeur ajoutée.

satisfait ». C'est le constat fait par la ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire du Luxembourg, Paulette Lenert, à l'occasion de la 4<sup>e</sup> édition de la Semaine africaine de la microfinance. L'inclusion financière semble essentielle pour financer les micro-petites et moyennes entreprises (MPME), d'où l'intérêt du thème de cette 4<sup>e</sup> édition. Cette dernière a, par ailleurs, partagé sa préoccupation et appelé à l'augmentation de la prise en compte des femmes dans les financements : « Aujourd'hui, 72% des hommes sont inclus financièrement, tandis que 65 % des femmes ont un compte en banque. » Cette situation est due à l'accès inégalitaire des services



La ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire du Luxembourg, Paulette Lenert (à gauche) : « Le continent africain est le précurseur dans les paiements digitaux »

financiers. Elle soutient que l'augmentation de l'accès aux services financiers des femmes aura des effets bénéfiques et réduira la vulnérabilité de leurs ménages et de leurs entreprises.

Sur cette question, la ministre déléguée et représentante du ministre de l'Economie, Pauline Zouré, a convergé dans le même sens en affirmant que la SAM représente un trésor d'opportunités pour le gouvernement et les groupements de femmes. Le continent africain a enregistré une croissance remarquable ces dernières années. Cependant, ces progrès socioéconomiques ont du mal à suivre le rythme de la croissance démographique.

Selon la ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire du Luxembourg, Paulette Lenert : « La finance inclusive ne peut, certes, pas résoudre tous les problèmes, elle représente un facilitateur important du progrès ». Elle a, par ailleurs, affirmé que la nécessité de promouvoir l'inclusion financière était reconnue par les objectifs de développement durable.

Cependant, sur la question de savoir si la SAM connaît un succès, la ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire du Luxembourg a soutenu que la croissance du nombre de participants à la 4<sup>e</sup> édition était un témoignage de l'intérêt que les gens accordent à la SAM, cela est

aussi un indicateur de succès. La ministre déléguée et représentante du ministre de l'Economie, Pauline Zouré, à son tour, a notamment affirmé la nécessité de travailler ensemble pour relever les indicateurs.

Pour y parvenir, Paulette Lenert estime qu'il faut miser sur la digitalisation des services financiers qui présentent plusieurs avantages. Elle a aussi relevé le fait que le continent africain ait été le précurseur en ce qui concerne les paiements digitaux.

Elle justifie cette proposition par des statistiques selon lesquelles environ 260 millions d'adultes sont non bancarisés dans les pays en développement tels que le Burkina Faso. Ces derniers reçoivent leurs paiements des structures privées en espèces, cependant, le passage au numérique fera gagner du temps et de l'énergie à ces structures.

D'autre part, elle a encouragé le financement des micro-petites et moyennes entreprises (MPME) qui sont « la colonne vertébrale des économies locales et nationales ».

Elle a aussi fait la proposition d'accentuer la finance agricole, en ce sens que l'inclusion financière des agriculteurs peut conduire à des investissements plus importants pendant la saison des pluies, permettant ainsi de meilleurs rendements et par la même occasion, une avancée vers l'ODD2 qui met l'accent sur l'amélioration de la sécurité alimentaire. □

Rachid OUEBRAOGO  
(Collaborateur)



Les acteurs de la microfinance africaine ont partagé leurs expériences. ...

Lundi 28 Octobre 2019



## Semaine africaine de la microfinance

# Objectif: stimuler l'inclusion financière

- Une plateforme de réflexion pour trouver des solutions
- L'assainissement du secteur comme condition de développement
- Une participation massive malgré le contexte sécuritaire

LE pays des Hommes intègres a abrité du 21 au 22 octobre dernier, la 4<sup>e</sup> édition de la Semaine africaine de la microfinance sous le thème : « En quête d'impact : la finance inclusive au service des objectifs de développement durable ». La cérémonie d'ouverture s'est déroulée le mardi 22 octobre 2019 à la salle de conférences de Ouaga 2000 et a fait salle comble avec environ 800 participants issus de 54 pays. Elle a notamment, enregistré la présence de certaines autorités nationales comme étrangères. Il s'agit, notamment, du Premier ministre Christophe Dabiré, de la ministre déléguée et représentante du ministre de l'Economie, Pauline Zouré, de la ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire du Luxembourg Paulette Lenert, du vice-gouverneur de la BCEAO et de la ministre de la Microfinance et de l'Economie sociale et solidaire du Sénégal, Zahra Iyane Thiam Diop. La Semaine africaine de la microfinance, dédiée au développement du secteur de l'inclusion financière en Afrique est une rencontre qui se déroule tous les deux ans et qui se penche sur les préoccupations liées aux



La ministre déléguée et représentante du ministre de l'Economie, Pauline Zouré, a lancé l'ouverture de la SAM. ...

microfinances en Afrique. Elle est le fruit de la collaboration de trois structures, dont l'Association africaine de crédit rural et agricole (AFRACA), le Réseau africain de microfinance (MADN), et de l'organisation non gouvernementale Ap-

ministre déléguée et représentante du ministre de l'Economie, Pauline Zouré, « la microfinance se positionne au plan national comme un système alternatif de financement », et d'ajouter que « le Burkina Faso est engagé depuis 2006, dans un

## La finance inclusive

**L'INCLUSION financière** (ou finance inclusive) désigne l'offre de services financiers et bancaires de base à faible coût spécifique pour des consommateurs en situation de difficultés et de ce fait, exclus des services traditionnels. Elle constitue une méthode alternative de financement et permet de financer les populations des zones rurales où il y a une faible bancarisation. □

pui au développement autonome (ADA). Cette quatrième édition de la SAM est une tribune qui a permis de capitaliser les bonnes pratiques en matière d'inclusion financière dans la mise en œuvre des ODD sur le continent africain. Selon la

vaste chantier de développement de la microfinance ». Le Sénégal est également dans cette dynamique. La ministre de la Microfinance et de l'Economie sociale et solidaire de ce pays, Zahra Iyane Thiam Diop, a évoqué un certain nombre

de réformes entreprises par le Sénégal pour élever l'inclusion financière. Elle fonde l'espoir que des solutions adéquates qui sortiront de ces échanges de Ouagadougou permettront de renforcer les dispositifs nationaux au service des populations les plus vulnérables.

La ministre luxembourgeoise a évoqué les tendances du secteur avec, notamment, la digitalisation des services, le développement de la finance agricole. Pour elle, bien maîtrisées, elles pourront accélérer l'atteinte des ODD en tenant compte des besoins et de la performance des systèmes au bénéfice des femmes et des jeunes.

## Une participation massive malgré le contexte sécuritaire

La 4<sup>e</sup> édition de la SAM au Burkina Faso a connu une forte participation depuis la première édition. En effet, avec plus de 800 participants originaires de 54 pays, dont 150 Burkinabè, la SAM a réussi le pari de mobilisation.

En rappel, la deuxième édition organisée à Dakar au Sénégal en juin 2015, avait rassemblé plus de 550 participants venus de 49 pays, dont 36 pays africains. Plus de 300 organisations y avaient été représentées, notamment 80 institutions de microfinance, 75 ONG et 53 institutions ... Pour ce qui est de la dernière édition tenue à Addis-Abeba, elle a mobilisé plus de 700 dirigeants et praticiens de la finance inclusive, y compris des systèmes financiers décentralisés, des Fintech, des ONG et autres partenaires de plus de 40 pays. □

Rachid OUDRAOGO  
(Collaborateur)



De nombreux participants sont venus tout azimut à la SAM. ...

Lundi 28 Octobre 2019

Wien ehrt Renaissance-Genie Albrecht Dürer Die Warte

# Luxemburger Wort

für Wahrheit und Recht

Samstag, den 24. Oktober 2019 Nummer 245 / Jahrgang 171

www.wort.lu / Telefon: 4999 1 / Fax: 4999 4999 / E-Mail: Wort@wort.lu

## Plus d'impact social

L'expertise luxembourgeoise à l'honneur à la plus grande conférence en finance inclusive d'Afrique

**Ouagadougou.** Plus de 50 pays représentés, 900 participants et 20 formations - la Semaine Africaine de la Microfinance (SAM), qui se déroule actuellement à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, affiche des chiffres records pour sa quatrième édition. Il s'agit de la plus grande conférence en finance inclusive d'Afrique; elle rassemble des représentants de 54 pays dans le monde. «S'il existe de nombreuses conférences consacrées à la finance inclusive dans le monde, aucune ne peut se targuer de durer une semaine, de proposer plus de 20 formations et ateliers, deux jours de conférence et deux salons», souligne Frédéric Ruaz, chargé de communication de l'ONG luxembourgeoise ADA, qui

a organisé cette conférence avec le soutien de la Direction de la coopération et de l'action humanitaire du gouvernement luxembourgeois.

Créée en 1994, l'association ADA («Appui au développement autonome») est soutenue financièrement par le ministère des Affaires étrangères. L'ONG a pour objectif de développer l'offre de microfinance aux populations exclues des circuits bancaires - notamment en soutenant des institutions de microfinance à travers le monde. La SAM, une conférence organisée tous les deux ans, est devenue un point de repère pour les acteurs de la microfinance d'Afrique: «l'expertise luxembourgeoise en finance y est

partagée lors de sessions, de panels et de formations avec les acteurs de la microfinance», ex-



Paulette Lenert s'est rendue au Burkina Faso. Photo: Gerry Huberty

plique Frédéric Ruaz. Et cette quatrième édition a rassemblé des invités de marque: aux côtés du Premier ministre du Burkina Faso, Christophe Joseph Marie Dabiré, la ministre luxembourgeoise de la Coopération au développement de l'Action humanitaire Paulette Lenert y a délivré un discours d'ouverture. La ministre «a relevé les défis et les opportunités auxquels fait face [le secteur de la microfinance] pour la création d'opportunités économiques inclusives en Afrique, telles que la digitalisation, la finance agricole, les services aux micro- et petites entreprises, ou encore l'inclusion financière des femmes et des jeunes», selon un communiqué du gouvernement.

mbb





## Organisateurs



## Sponsors



## Sponsors - Foire aux investisseurs



## Sponsors - Village des innovateurs



## Partenaires

